

DES MEMOIRES DE LA SOCIETE ROYALE DU CANADA

SECONDE SERIE—1902-1903

TOME VIII

SECTION I

LITTERATURE FRANÇAISE, HISTOIRE, ARCHEOLOGIE, ETC.

ETUDE ETHNOGRAPHIQUE

DES

Éléments qui constituent la Population du Canada

ORIGINE DE LA POPULATION CANADIENNE

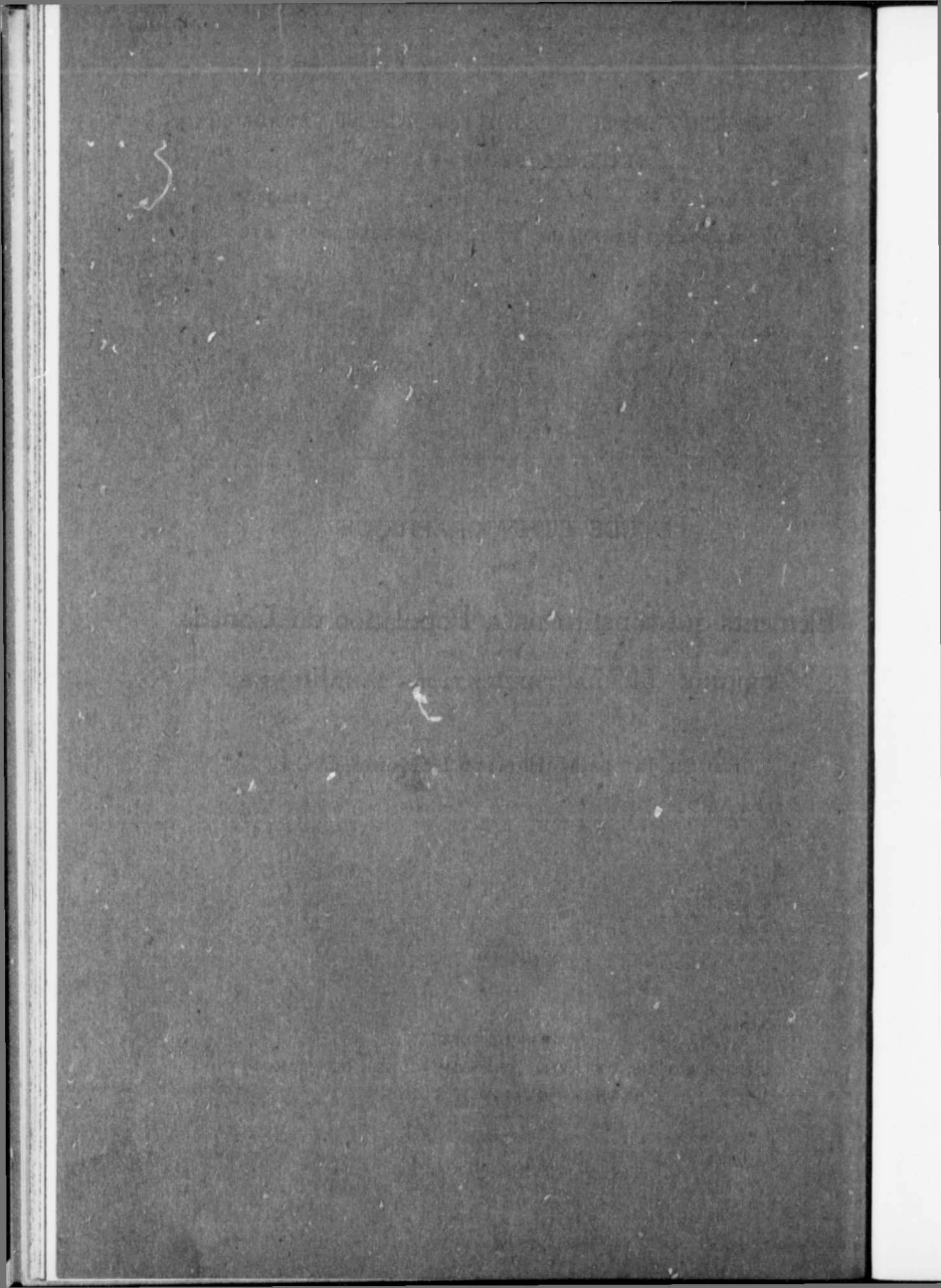
Par Sir James McPherson LeMoine, D.C.L.

EN VENTE CHEZ

J. HOPE & SONS, OTTAWA ; THE COPP-CLARK CO., TORONTO

BERNARD QUARITCH, LONDRES

1902



II.—*Etude ethnographique des éléments qui constituent la population du Canada—Origine de la population canadienne.*

Par SIR JAMES MCPHERSON LEMOINE, D.C.L.

Membre honoraire de la Société d'Ethnographie de France.

(Lue le 27 mai 1902.)

II

“Tracer l'origine des groupes divers qui habitent l'Amérique-Britannique—fixer l'ère exacte—décrire les causes de leur migration et de leur établissement—déterminer la proportion dans laquelle chaque race a contribué à la formation de la population complexe des huit provinces du Canada confédéré.”

Tel est le programme que je me proposai en 1892 et que je discutai sous une de ses phases—l'élément français—dans une étude lue en présence de la Société Royale du Canada—laquelle étude fut reproduite dans les Mémoires de la Société, publiés cette même année.

J'entends, aujourd'hui, continuer cette discussion et fournir un bref aperçu d'un autre élément fort notable de notre population—les *U. E. Loyalists*. Ces recrues nous venaient d'au-delà de la frontière sud—c'est-à-dire des provinces anglaises révoltées : ils se groupaient, vers la fin du siècle dernier, en colonies ou individuellement ; tous, des types de loyauté envers leur souverain légitime, le roi de la Grande-Bretagne. Ce n'étaient pas des colons ordinaires : ils étaient assez intelligents, assez industriels, assez civilisés, pour fonder des villes à l'est du Canada et pour contribuer puissamment à l'établissement de la riche province d'Ontario à l'ouest. Ce groupe prit plus tard le nom de *U. E. Loyalists* : c'est-à-dire, de loyaux sujets et de partisans de l'Empire Uni de l'Angleterre. Ils avaient refusé de faire partie du grand schisme national de 1775-83. Tout en dénonçant les mesures arbitraires du roi George III, à leur égard, ils comptaient voir leurs torts redressés par des voies constitutionnelles, sans recourir à la force.

Ils durent leur nom de *U. E. Loyalists* à un ordre en conseil du parlement impérial, en date du 9 novembre 1789, lequel statuait “ Que tout Loyaliste qui aurait épousé la cause de la Grande-Bretagne, avant le traité de séparation en 1783, ainsi que ses enfants des deux sexes, aurait droit d'apposer à son nom, comme distinction, les lettres U. E. pour perpétuer le souvenir de sa fidélité à l'Empire Uni de la Grande-

Bretagne: plus d'un descendant à l'heure présente se fait gloire de ce titre de *U. E. Loyalist*.

La prise de possession et l'établissement de ces loyaux sujets sur le sol britannique de ce côté de la frontière, fut pour eux un temps d'épreuve, de privation, de misère : leur indomptable courage, instinct de race, devait triompher.

Le sort des armes, après de sanglants revers, ayant assuré à George Washington des victoires décisives, le parti royaliste à Boston, à New-York, à Philadelphie — vaincu, proscrit, découragé, n'eut d'autre alternative que de quitter foyers, richesses, position, honneurs, et de prendre la voie amère de l'exil. Quelques-uns des bannis pénétrèrent à travers la forêt au Canada, extenués de fatigue, mais non découragés.

Le gros de la bande—plus de 50,000—dût s'expatrier, en se confiant aux vaisseaux anglais nolisés pour cet objet, par les autorités impériales dans les ports de Boston, de New-York, etc.

Notre aimé lieutenant-gouverneur, Sir Guy Carleton, avait mission de pourvoir à leur embarcation sur des vaisseaux de guerre et sur des navires marchands, retenus pour ce pénible service.

Il était grand temps pour eux de quitter le territoire révolté et de quérir une autre patrie ; leurs biens avaient été confisqués ; on les brûlait en effigie sur les places publiques ; on fit subir à quelques-uns la peine du carcan. Malgré les stipulations du traité de 1783, le peuple, pris de frénésie, harcelait sans pitié des citoyens qui, peu de temps auparavant, jouissaient de l'estime générale.

Leur présence sur le sol acadien, maintenant le Nouveau Brunswick, etc.,—en mai 1783—devait rappeler les scènes et les tristes souvenirs qui avaient marqué le départ des déportés acadiens—à la fatale journée de septembre 1755, près de trente ans auparavant. La Nouvelle-Angleterre eut, elle aussi, ses exilés, ses émigrés.

“ Les Huguenots et les émigrés français de 1789, dit M. Harris, pouvaient à raison de leur industrie, leur intelligence, leur civilisation, trouver refuge dans des pays civilisés. Les Maures exilés de l'Espagne, les Espagnols, aux Pays-Bas, chassés par les Hollandais, et devenus libres, furent traités avec humanité. La révocation de l'édit de Nantes fut un arrêt de mort civile aux Huguenots ; aux *U. E. Loyalists*, le traité de 1783 de la part des Américains fut plus qu'un arrêt de mort civile.”

La civilisation moderne telle que nous l'entendons ne semblait pas exister parmi le parti victorieux chez nos voisins ; le sexe même le plus faible fut en butte à la proscription et à la confiscation de ses biens : l'histoire nous donne des actes révoltants de spoliation.

“ Longfellow, ajoute M. Harris, a immortalisé les Acadiens ! N'y avait-il pas des Evangeline parmi les Loyalistes ? Oui ! et plus d'une, ajoute-t-il.

“ Il est admis maintenant par de graves histoires que la révolution de 1775 fut l'œuvre d'une énergique minorité, qui réussit à pousser une majorité, quelquefois irrésolue, indécise, vers un but qui lui souvenait peu, et à l'acculer de pas en pas dans une situation d'où il n'existait pas d'issue.

“ Dans la loi *Act of Bannishment*, sanctionnée par l'Etat du Massachusetts, en septembre 1778, contre les chefs les plus en vue des Loyalistes, l'on rencontre les noms de 310 de ses citoyens. La liste se lit comme le *Palmarès (Bead-roll)* des familles les plus vertueuses et les plus anciennes: celles qui ont donné à la Nouvelle Angleterre sa civilisation. Nos historiens modernes les plus accrédités, dit encore M. Harris, nous peignent nos ancêtres, les Loyalistes, comme les égaux de leurs contemporains en vertu civique, en sincérité, en intelligence, mais n'en diffèrent que par leur attachement à leur souverain.”

Quoique, sans exceptions, tous étaient disposés à résister aux mesures oppressives de la mère-patrie, ils étaient toutefois d'opinion que des remontrances calmes mais énergiques, suffiraient pour faire redresser leurs griefs. Les Loyalistes étaient fort attachés à la mère-patrie; ils étaient fiers du lien qui les y reliait: leur fidélité alimentait leur confiance et leur droit à sa protection. Ils ne pouvaient se persuader que dans un conflit avec elle, les colonies seraient victorieuses. Leur loyauté leur inspirait de l'horreur pour l'anarchie et de l'amour pour les procédés constitutionnels. Un des plans favoris de la république naissante fut la confiscation des biens des Loyalistes: chaque Etat y eut recours.

Ni le Congrès, ni aucun Etat n'avait fait de recommandation de traiter avec humanité les Loyalistes. John Adams avait écrit d'Amsterdam “ qu'il aurait pendu son propre frère, s'il eut fait cause avec ces derniers ”.¹ (*Ed. Harris.*)

¹ At the Treaty of Peace, 1783, their banishment and extermination was a foregone conclusion. The bitterest words ever known to have been uttered by Washington, were in reference to them. “He could see nothing better for them than to recommend suicide.” Sir Guy Carleton wrote in 1783 to the Minister at Philadelphia to explain the delay in evacuating New York: “The violence in Americans, which broke out soon after the cessation of hostilities, induced the number to look to me for escape from sudden destruction, but these terrors have of late been so considerably augmented that almost all within these lines conceive the safety of both their property and their lives depends upon being removed by me.” (*History, etc., of United Empire Loyalists, by Edward Harris, p. 4.*)

Les historiens fixent le chiffre des Loyalistes déportés de New-York, etc., en 1783, de 30,000 à 35,000.

Sir Brook Watson, chargé de surveiller l'embarcation des proscrits, écrit: "En 1783, comme Commissaire-général de l'armée, je dus, sous les ordres de Sir Guy Carleton, expédier 35,000 Loyalists de New-York, se réfugiant dans la Nouvelle-Ecosse" (le Nouveau-Brunswick en faisait alors partie).

Le 1^{er} mai 1784, le rôle officiel mentionne 33,682 hommes, femmes et enfants, recevant des rations (victuals) dans la Nouvelle-Ecosse.

Cependant, l'émigration datait d'une époque antérieure.

La Nouvelle-Angleterre avait vu, de 1760 à 1770, un bon nombre de ses fils les plus industriels alléchés par la richesse et la fertilité des terres désertées par les Acadiens, s'y établir: le Major Lawrence, gouverneur du Massachussets, avait dès 1758 publié et fait circuler dans toutes les colonies anglaises des proclamations préconisant le sol, comme offrant de grands avantages aux futurs colons.

La métropole, si florissante depuis, St-Jean, au Nouveau-Brunswick, fut fondée le 23 mai 1783 par les Loyalistes, dont l'avant-garde de 5,000 âmes débarquait d'une flotte anglaise le 18 mai 1783; on en fêta pompeusement le centenaire, le 18 mai 1883. Une tradition micmac va à dire que la ville actuelle occupe le site Menagwées, où le divin Glooscap, le puissant Manitou des Micmacs, avait jadis son wigwam.

Le 24 juin 1604, jour de la fête de Saint Jean, Champlain et de Monts avaient découvert le site de St-Jean, d'où lui est venu son nom. Parmi les émigrés Loyalistes, il ne faut pas oublier un corps de nègres—près de 3,000—dont une portion avait recouvré sa liberté à la publication de la proclamation de Sir Henry Clinton et que Sir Guy Carleton refusa, la guerre finie, de vendre à leurs anciens maîtres. On compte parmi les émigrés pas moins de soixante gradués des Universités de Harvard, Yale et autres collèges américains, ayant occupé antérieurement les postes les plus élevés, dans les anciennes colonies: des descendants des Puritains de la Nouvelle-Angleterre, des "Cavaliers" de la Virginie, des Huguenots de France.

L'illustre homme d'état, Joseph Howe, était le fils d'un des propriétaires du *Boston News Letter*, le premier journal permanent de la république voisine. Menir Huntingdon fut le père de l'hon. Lucius Seth Huntingdon, l'ami de l'hon. Joseph Howe.

Les Robinson, les Tisdale, les Merritt et autres, fondateurs de familles bien connues, dans Ontario, s'établirent d'abord dans les provinces maritimes. Pendant plus d'un siècle, les noms des Ludlow, Putnam, Botsford, Winslow, Chandler, Chipman, Westmore, Parker, Ward, Allen, Robinson, Halliburton, Wilmot, Cunard, Bliss, Odell,

Inglis et bien d'autres figurent avec distinction dans les archives des provinces maritimes.

Une des premières indications de la présence des Loyalistes en Canada, ce fut la fondation des deux provinces: le Nouveau-Brunswick et la province du Haut-Canada, maintenant Ontario, et la consolidation des aspirations de la Grande-Bretagne, dans le continent de l'Amérique du Nord. On voit des preuves de ce sentiment dans les manifestations provoquées par la guerre de 1812—pour assurer à l'Angleterre sa supériorité. Cet élément nouveau, pendant plus d'un siècle, a fourni des titulaires aux charges les plus élevées, tout en continuant d'exercer une influence puissante sur le progrès intellectuel, politique et matériel de la contrée entière.

Il a fourni au Canada seize lieutenants-gouverneurs, dix-huit juges-en-chef, trois premiers ministres des provinces, depuis 1807, quinze ministres du Canada confédéré. Parmi ceux-ci, sept sont devenus lieutenants-gouverneurs, depuis la Confédération: E.-B. Chandler, L.-A. Wilmot, R.-D. Wilmot, S.-L. Tilley, Joseph Howe, Sir R. Hodgson, G.-B. Robinson. Les ministres des Finances sont Sir S.-L. Tilley, M. Foster, M. Fielding et Sir R. Cartwright. Hon. M. Hardy, ex-premier ministre d'Ontario, est de descendance loyaliste.

L'on peut ajouter à cette liste d'autres ministres du cabinet: J.-H. Pope, W.-D. Vail, Alfred Jones, Sir Charles Tupper et son fils, Sir Herbert. Les lettres, les sciences, l'instruction publique nous fournissent les noms de Chs.-G.-D. Roberts, James Hannay, Bliss Carmen, Dr Theal, G.-F. Matthews, Barrie Stratton, L.-O. Raymond, G.-U. Hay, W.-F. Ganong, tous enfants du Nouveau-Brunswick.¹

Nous venons de voir les 35,000 émigrés Loyalistes à l'œuvre, restaurant à la culture le fertile territoire alluvial des Acadiens, fondant une ville en 1783, se fixant aussi sur divers points du littoral de l'Atlantique, soit pour la culture des terres, soit pour l'exploitation des pêcheries.

Plus tard, séduits par les proclamations du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, le colonel John Greaves Simcoe, lancées du sein de Newark (plus tard Niagara) sa capitale forestière, un vigoureux détachement de Loyalistes, près de 10,000, se détacheront graduellement de la colonie-mère et jetteront les yeux vers la nouvelle province créée sous le nom de Haut-Canada par la constitution impériale de 1791.

Le brave colonel Simcoe ne fut pas lent à découvrir chez ces industriels Loyalistes, amants de la liberté constitutionnelle et du progrès, tout juste l'espèce de colons pour alimenter la capitale de la

¹ *The Story of the U.E. Loyalists*, by Sir J. G. Bourinot.

nouvelle province dont il entendait toutefois changer le site, comme étant trop voisin de la frontière ennemie pour offrir des garanties de sûreté. Après exploration de la contrée, le lieutenant-gouverneur Simcoe choisit un endroit sur la rive du beau lac Ontario, où il fonda en 1793 la présente capitale de la province d'Ontario, d'abord sous le nom de York, en honneur du fils du roi de la Grande-Bretagne ; plus tard, la ville naissante prenait, en 1834, en recevant sa chartre, le nom qu'elle porte encore, *Toronto* "the Queen City of Ontario".

Au printemps de 1794, le lieutenant-gouverneur Simcoe, escorté d'un corps de Rangers, vint résider à York. Fort lents cependant furent les progrès de la nouvelle capitale. En 1795, le voyageur français La Rochefoucauld décrit York comme possédant 12 maisons, à part des casernes où le militaire était logé. York, plus tard Toronto, a été de tout temps fidèle aux traditions de ses fondateurs, les *U.-E. Loyalists*: c'est encore la ville la plus anglaise du Canada entier.

Deux historiens surtout ont contribué à mettre au grand jour le mémorable déplacement en Amérique, en 1783: MM. Sabine et Ryerson, et les archives du Canada, sous la direction du D^r Douglas Brymner et de M. Richard, contiennent une foule de rapports, de lettres, etc., se rattachant à cette période de notre histoire. Ces écrivains mentionnent élogieusement l'arrivée et l'établissement dans leur florissante province, des "10,000 fondateurs de la prospérité du Haut-Canada".

Vers 1863, le Canada à l'ouest comptait parmi ses hommes d'état les plus distingués, un fils de Loyaliste — l'hon. William Hamilton Merritt, M.A.L., celui-là même à qui l'on doit le grand canal Welland.

M. Merritt, frappé, comme bien d'autres, de l'absence de renseignements précis et de l'obscurité qui régnaient sur le berceau de la colonisation et l'occupation des terres incultes de cette fertile contrée, obtint de la Législature de sa province l'autorisation de faire recueillir tout ce qui tendrait à jeter du jour sur cette période: lettres, récits, rapports, traditions, etc. M. Merritt fit choix pour cette mission, d'un industriel littéraire de la ville de Cobourg, H.-C., M. George Coventry. Son rapport, documenté de curieuses pièces, sans être complet, n'en est pas moins intéressant à lire: il est intitulé: "*Outline of a few conspicuous U. E. Loyalists, who fled to Nova Scotia and Upper Canada, after the American (1783) Revolution with personal reminiscences of early settlers.*" *Parliamentary Manuscripts collected by Geo. Coventry, Esq.*

Il me fut donné de jeter un coup d'œil sur le travail de M. Coventry, alors déposé à la bibliothèque du Parlement, à Québec, en 1863, et d'en extraire des notes que je publiai dans les *Maple Leaves*

pour 1864. J'ai fort regretté depuis que la translation à Ottawa de cette bibliothèque m'ait privé de pouvoir y continuer mes recherches.

“ On peut affirmer, écrit M. Coventry, que le Haut-Canada (Ontario) a été fondé par les Loyalistes américains, expulsés de leur patrie après la guerre de la Révolution (1775-83) ”.

A l'exception du territoire français autour de Détroit, protégé par un vieux fort français, la contrée entière était déserte et inhabitée.

A ces indomptables colons était échue la tâche de soumettre la forêt et d'en assujettir le sol à la culture: très rude fut cette tâche. Moyens de communication, routes presque impraticables à certaines saisons de l'année.

Un chemin ouvert par les autorités militaires conduisait de Montréal à Toronto. Un sentier sauvage, protégé par un fort à Penetanguishene, garni de soldats, se prolongeait de ce lieu jusqu'à Toronto: des courriers indiens faisaient le service postal sur cette route.

Le gouvernement anglais déploya une grande libéralité, pour encourager l'établissement de la contrée; dons gratuits de terres, instruments d'agriculture, provisions de viandes, matériaux pour bâtir, octroyés généreusement aux pères de familles, ou à leurs enfants.

Les colons avaient trouvé, dans le gouverneur Simcoe, un protecteur, un sage aiseur. Son Excellence avait commandé un corps de Loyalistes pendant la révolution, les fameux *Rangers*. Des officiers du service le secondaient. On répétait à la nouvelle génération, dès l'âge le plus tendre, la maxime “ *Thank God, I am a true Briton!* ”

Le gouvernement de la mère-patrie avait voté plus de £50,000, pour subvenir aux besoins des veuves et des orphelins.

Autour des lacs et de la baie de Quinte, où le poisson et le gibier abondaient, l'alimentation était plus facile, moins précaire. M. Coventry note certaines localités où la disette se faisait de temps à autre sentir. En cas urgent on utilisait comme comestible ces gros batraciens que les Anglais nomment *bull-frogs*. Au reste, un salmis de grenouilles valait bien les pâtés et les *steaks* de chair de cheval que Lévis faisait servir à ses soldats, à Montréal, en 1758, ou bien encore les consommés aux rats dont, faute de mieux, se délectait le peuple de Paris, en 1870.

M. Coventry mentionne parmi les premiers colons du Haut-Canada, des noms dont le souvenir s'est perpétué jusqu'à nous: “ Robinson, Gamble, Lyman, Baldwin, Sir James McCaulay, Hon. John Wilson, John Strachan, Capt. James Detrick, Roger Bates, Jos. Brant, Hon. Samuel Crane, Jacob DeWitt, Hon. George Cruikshank, Sir Joseph Brook, Hon. James Crooks, George Brouse, Dr Schoefield, Hon. John Molson, Hon. John McDonald, Thomas Merritt, Jacob Bowman, Hon. Henry Ruttan, Hon. John Elmsley, *Chief Justice*, Hon.

Peter Russell, *administrator*; Hon. Henry Alcock, *Chief Justice*, M. Secord, de Chippewa, Hon. Wm. Hamilton Merritt, Philemon Wright, (le pionnier de l'Ottawa), Col. Clark, Tecumseh, Mr. Clench, John Kilburn, Rév. John Stuart," et bien d'autres.

Faire l'histoire de tous ces personnages me mènerait trop loin. Venons-en à la province de Québec.

Notre province ne profita pas au même degré de la grande émigration anglaise de la république voisine.

Nos archives mentionnent l'arrivée de plusieurs détachements ou familles de Loyalistes, à Montréal, à Québec, à Sorel, à la baie de Quinte, à New Carlisle, à Douglstown, au bassin de Gaspé.

Les succès, les revers de tous ces ardents partisans de la monarchie sur le sol canadien en cette province fourniraient à nos annales bien des pages intéressantes. Avis à nos littérateurs portés vers les recherches ethnographiques.

Je clorai ce bref récit, que je me propose de reprendre plus tard, par la mention des faits et gestes d'un des plus distingués Loyalistes de l'époque: l'hon. William Smith, juge-en-chef, en 1780, de la grande province de New-York, et juge-en-chef, en 1785, de la province de Québec. Cet éminent jurisconsulte, avantageusement connu du monde littéraire, par ses travaux historiques: l'Histoire de la province de New-York depuis la fondation de la colonie, jusqu'en 1732—publiée à Londres, en 1786—naquit à New-York le 18 juin 1728.

Il était repassé de New-York en Angleterre, avec Sir Guy Carleton, en 1784. Ardent Loyaliste au début de la guerre, en 1775, ses connaissances légales, ses services à la couronne, l'amitié du brave général Carleton, lui assuraient d'avance une récompense éclatante de son souverain. George III le nomma, le 1^{er} septembre 1785, juge-en-chef de notre province.

Il débarqua le 23 octobre 1786—avec son protecteur Lord Dorchester, gouverneur-général du Canada—de la frégate *Thistle*; il avait épousé, à New-York, Miss Janet Livingstone, qui le rejoignit plus tard à Québec. On trouvera, à la page 388 de *Picturesque Québec*, une longue, intéressante et fort curieuse lettre qu'il adressait de Québec, à son épouse à New-York.

Une de ses filles épousa un Loyaliste bien connu: l'hon. Jonathan Sewell. Il avait, en 1789, dit adieu à l'étude du juge Chipman, de la Nouvelle-Ecosse, pour chercher fortune, comme membre du barreau, à Québec. Ses vastes connaissances légales, sa robuste loyauté lui méritaient plus tard l'éminente position de juge-en-chef de notre province. Il décéda en 1839. L'hon. juge-en-chef Smith expira à sa résidence, rue St-Louis, le 6 décembre 1793. On lui fit

d'imposantes funérailles. Le prince Edouard (duc de Kent), père de la reine Victoria, marchait en tête du cortège.

L'hon. juge possédait alors les terrains occupés maintenant par les somptueuses résidences du juge Bossé et du juge Routhier.

Son fils, William, a sa place parmi nos historiens: le premier volume de son *History of Canada* vit le jour en 1815, le second vers 1829.

Par une froide après-midi, pendant l'hiver de 1847, je me rappelle avoir vu défilér le cortège funéraire de l'historien, de sa résidence transformée récemment dans le *Union Club*, rue St-Louis.